

FORMATION SPÉCIALISÉE – Jeudi 4 décembre 2025 – COMPTE RENDU

Cette formation spécialisée s'est tenue sous la présidence de la cheffe de cabinet de la DG madame Emmanuelle Perrier-Rosier. La direction de St Pierre et Miquelon est intervenue en visioconférence durant l'instance.

Aucun point d'étape concernant le déménagement au XYLO n'était pas inscrit à l'ordre du jour alors que plusieurs problèmes ont été constatés :

- absence de services d'accueil,
- difficultés d'accès au parking en raison du non-fonctionnement actuel des bornes d'accueil,
- absence de services courriers,
- défaillance du chauffage à plusieurs étages,
- difficultés de gestion des divers équipements avec les télécommandes pour les lumières et les stores qui ne fonctionnent que sur de vastes zones et empêchent un fonctionnement au plus près des besoins de chacun,
- sous-équipements des tisaneries,
- difficultés pour réserver des salles,
- problèmes de téléphonie pour les appels externes au XYLO et internes à la DGFIP,
- restauration collective : impossibilité d'inviter des personnes extérieures, application parfois erronée des subventions et difficultés pour les faire régulariser et obtenir des remboursements, problèmes de flux très importants aux heures du déjeuner et problèmes d'hygiène.

La DG a souligné que l'instabilité du débat au niveau national a des répercussions sur l'activité de la DGFIP. Sur le déménagement XYLO un premier retex aura lieu le 5 décembre 2025 (avec les personnes en charge du déménagement). Pour le chauffage le problème est bien pris en compte. Le local syndical devrait être implanté au sous-sol du bâtiment.

- **1/Présentation du DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) - PAPRI Pact (Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail) 2025 des services centraux de la DGFIP**

La CFTC constate une augmentation des risques liés à l'organisation du travail ce qui pose question sur la qualité du management des services.

Les risques psychosociaux (RPS) représentent 99,6 % des risques liés à l'organisation du travail.

Les risques soulevés portent majoritairement sur les exigences du travail (complexité et quantité de travail, pression temporelle, contraintes de rythmes et difficile conciliation vie professionnelle-vie privée liée à une intensification et une surcharge de travail).

Les risques liés à l'ambiance physique de travail (61,5%) demeurent prépondérants dans la famille des risques liés à l'environnement de travail.

Les résultats de l'évaluation des risques dans le DUERP contribuent à alimenter le Programme Annuel de Prévention dans lequel les décisions, la hiérarchisation et la programmation des actions et de leur mise en œuvre sont établies.

Le PAPRIACT vise 4 objectifs prioritaires :

- l'amélioration de la prévention des Risques Psycho Sociaux,
- la lutte contre la sédentarité et amélioration de l'hygiène de vie,
- la prévention des troubles liés au travail sur écran et à la luminosité,
- l'accompagnement et la sensibilisation à la démarche QCVT (Qualité de Vie et Conditions de Travail).

Pour atteindre ces objectifs plusieurs actions seront déployées : ateliers, acquisition d'équipements, offres d'accompagnement et de services auprès de certains bureaux.

La CFTC a une réelle inquiétude concernant la qualité managériale des équipes au sein des services centraux compte tenu des résultats du DUERP et des sollicitations de plus en plus nombreuses d'agents en situation de mal-être.

La formation spécialisée a validé la proposition de service du bureau CVT pour les services : GF2A DIE3A GP2A.

L'ensemble des représentants du personnel ont voté **POUR** le PAPRIACT présenté.

- **2. Présentation du DUERP-PAPRIACT 2025 de la DFIP de Wallis et Futuna**

Présentation du DUERP-PAPRIACT 2025 de la DDFIP de Wallis et Futuna.

L'ensemble des représentants du personnel ont voté **POUR** le PAPRIACT de la DDFIP de Wallis et Futuna.

- **3. Présentation du DUERP-PAPRIACT 2025 de la DFIP de Saint-Pierre et Miquelon**

Présentation du DUERP-PAPRIACT 2025 de la DDFIP de St Pierre et Miquelon en visio conférence.

Les principaux risques identifiés sont, l'éloignement géographique, la difficulté d'accès aux formations, la diversité des missions exercées, la polyvalence extrême pour certains cadres et les risques liés au bâtiment

Concernant les effectifs le risque a été réduit avec l'arrivée de nouveaux agents (7 contre 5 départs).

Formation : malgré l'éloignement et les difficultés d'accès à la métropole des agents ont pu suivre des actions de formation. Lorsque c'est possible il est organisé des visites dans des services en métropole. Il est nécessaire d'anticiper entre 4 et 5 mois les actions de formation.

Depuis 2024 il existe un dispositif de référents avec la délégation Est dont dépend la direction. La direction travaille sur la mise en place d'une mutualisation avec des référents métiers.

Concernant les travaux en extérieur il est compliqué de s'inscrire dans la procédure des marchés publics.

La direction saisit la délégation, les PNRS et l'administration centrale sur certains sujets mais présentent des défaillances sur certains points métiers. La direction souhaite avoir des référents qui soient capables de répondre aux questions pratiques. L'objectif est d'avoir un dispositif perenne en matière de mutualisation.

L'ensemble des représentants du personnel ont voté **POUR**.

- **4. Examen du tableau des accidents de service et trajet**

24 accidents de trajets et 4 accidents de services ont été déclarés depuis le 01/01/2025.

Concernant les travaux sur la dalle de Bercy (bâtiment Sully), le maître d'œuvre est la SNCF.

L'ensemble des bureaux de centrale sont mobilisés sur le sujet pour essayer d'apporter l'information la plus fine aux agents dans un contexte où la SNCF est maître d'oeuvre.

La DGFIP reste réactive et relance régulièrement la SNCF lorsque c'est nécessaire.

La question de la sécurité des agents au SCBCM au ministère de la justice (site ROSA PARKS au nord de Paris) a été soulevé compte tenu de l'environnement dangereux et du départ de BNP PARIBAS qui assurait une certaine sécurité avec la présence d'agents de sécurité.

- **5. Examen des observations du registre SST de janvier à novembre 2025**

Depuis le 1^{er} janvier 2025 43 observations ont été enregistrées sur le registre SST (Santé Sécurité au Travail) sur les différents sites des services centraux.

Montreuil Blanqui	3 observations
Necker	7 observations
Noisiel	6 observations
Noisy le Grand Le Montaigne	9 observations
Sully	3 observations
Turgot	12 observations
Vauban	3 observations

- **6. Examen des fiches de signalement, pour information**

15 fiches de signalement ont été enregistrées depuis le 1^{er} janvier 2025. Cinq d'entre elles font référence à des situations managériales complexes conduisant à des situations conflictuelles.

Pour la CFTC, le signalement est un échec en matière de management. La CFTC propose le renforcement des formations managériales concernant l'encadrement des équipes. Il est nécessaire également que les organigrammes fonctionnels soient connus et mis à jour, car le flou sur les responsabilités et les fonctions sont souvent à l'origine de conflits au sein des services. L'outil Signal Fip est pertinent toutefois. A contrario, il ne doit pas être utilisé comme un outil visant à mettre sous pression la hiérarchie avec des formes de chantages.

Vos représentants CFTC sont là pour faire remonter vos demandes.

N'hésitez pas à les contacter : cftc.servicescentraux@dgfip.finances.gouv.fr